

La croissance de l'économie belge devrait s'élever à 5,5 % en 2021 et 2,9 % en 2022

Après s'être contractée de 6,3 % l'an dernier, l'économie belge devrait enregistrer une reprise de 5,5 % en 2021. Si pratiquement toutes les composantes de la demande contribuent à cette reprise, le mouvement de rattrapage des investissements est le plus remarquable. En 2022, la croissance s'élèverait à 2,9 % et serait portée par le dynamisme des exportations et, surtout, de la consommation des particuliers. Les investissements, par contre, perdraient de leur élan, tandis que la consommation publique serait en recul, après une période de dépenses exceptionnellement élevées liées à la crise sanitaire. L'emploi intérieur est resté stable l'an dernier et devrait augmenter de 44 000 personnes sur l'ensemble des deux années 2021 et 2022.

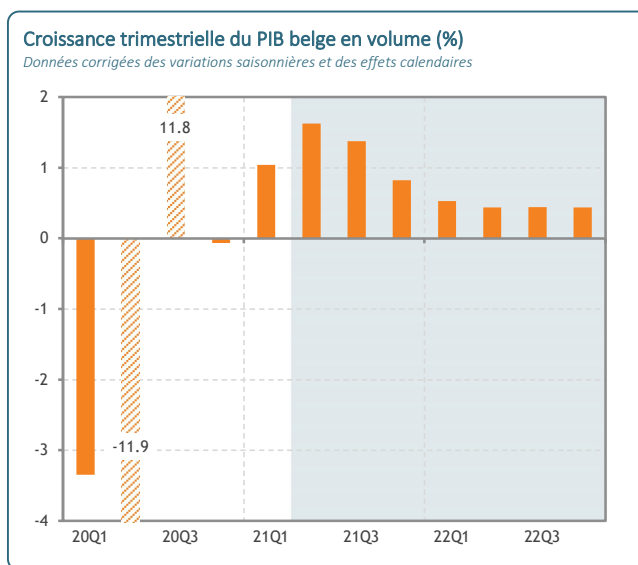
Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du Budget économique au ministre de l'Économie. Les présentes prévisions macroéconomiques (clôturées le 2 juin) tiennent compte des plans de relance belge et étrangers.

Une forte reprise de l'économie européenne en 2021 et 2022

Tout comme le reste de l'économie mondiale, la zone euro a été durement frappée par la pandémie de coronavirus au cours du premier semestre de 2020. L'activité économique a rebondi au troisième trimestre, mais, par la suite, de nouvelles vagues de contamination ont amené les pays de la zone euro à renforcer les mesures de restriction des contacts, lesquelles ont surtout affecté le secteur tertiaire. L'activité économique de l'ensemble de la zone euro a dès lors de nouveau reculé (mais de manière plus limitée) au quatrième trimestre de 2020 et au premier trimestre de 2021. À mesure que les campagnes de vaccination ouvrent la voie à de nouveaux assouplissements, la reprise économique devrait trouver un second souffle, portée par la consommation des particuliers et le commerce extérieur. En outre, les investissements sont également soutenus par les plans de relance. Par conséquent, après s'être contractée de 6,6 % en 2020, la croissance du PIB de l'ensemble de la zone euro devrait s'élever à 4,3 % en 2021 et se maintenir à 4,4 % en 2022.

Ces prévisions s'accompagnent de risques, tant positifs que négatifs. Le rythme de la vaccination et l'efficacité des vaccins contre les mutations du virus sont déterminants pour permettre un retour à la normalité. La vigueur de la reprise économique dépendra aussi de la mesure dans laquelle les ménages puiseront dans l'épargne qu'ils ont accumulée durant la crise et les entreprises pourront éviter des problèmes d'approvisionnement.

Une reprise généralisée de l'économie belge en 2021 ; les exportations et, surtout, la consommation des particuliers continuent d'alimenter la croissance en 2022



Durant le printemps 2020, de larges pans de l'économie belge ont été ralentis, voire mis à l'arrêt, afin de juguler le nombre de contaminations. L'assouplissement des mesures en vigueur a permis d'initier un mouvement de rattrapage au troisième trimestre ; ce dernier a toutefois été interrompu au quatrième trimestre par de nouvelles mesures de restriction. Dès lors, le PIB a reculé de 6,3 % sur base annuelle en 2020. La croissance a redémarré en force au premier trimestre de 2021 et devrait rester soutenue tout au long de l'année. En conséquence, l'économie belge devrait enregistrer une reprise de 5,5 % en 2021, portée par pratiquement toutes les composantes de la demande. Dans le courant de l'année 2022, la croissance trimestrielle devrait



progressivement se normaliser. En termes annuels, cela se traduit par un ralentissement de la croissance qui atteindrait 2,9 % en 2022 ; cette dernière serait soutenue par les exportations et, davantage encore, par la consommation des particuliers. L'activité économique devrait renouer avec son niveau d'avant-crise au début de l'année 2022.

Sous l'impulsion de la reprise des échanges internationaux, les exportations belges devraient enregistrer une croissance en volume de 5,7 % en 2021 et de 5,9 % en 2022. Cette évolution, conjuguée à une demande intérieure dynamique, accroît les besoins en importations. La croissance en volume des importations devrait rester relativement limitée, à 5,1 %, en 2021 (en raison d'un faible niveau de départ), mais s'accélérer en 2022 pour atteindre 6,4 %.

Malgré l'ampleur du choc économique, le revenu disponible réel des particuliers a augmenté de 1,4 % en 2020, grâce aux mesures de soutien des pouvoirs publics et à la faiblesse de l'inflation. Cette année, dans le sillage de la reprise économique, la hausse de pouvoir d'achat devrait s'élever à 1,7 % ; elle se limiterait toutefois à 0,6 % en 2022 suite à la suppression des mesures de soutien. La consommation des particuliers a chuté de 8,7 % en 2020, en raison de la nette détérioration de la confiance des consommateurs et, surtout, des possibilités de consommation plus restreintes. À mesure que l'économie rouvre, la consommation des particuliers devrait retrouver un niveau plus habituel en 2021 et 2022, ce qui se traduira par une croissance (de, respectivement, 4,5 % et 6,4 %) largement supérieure à celle du revenu disponible réel. Le taux d'épargne des ménages, qui s'est envolé à 21,8 % l'an dernier, devrait dès lors retomber en 2022 (14,9 %), mais tout en restant supérieur à son niveau de 2019. Les investissements en logement ont chuté de 6,9 % en 2020, en raison notamment des retards pris par les projets résidentiels lorsque la pandémie a éclaté. Ils devraient opérer un mouvement de rattrapage cette année en progressant de 10 % et se maintiendraient pratiquement au même niveau en 2022.

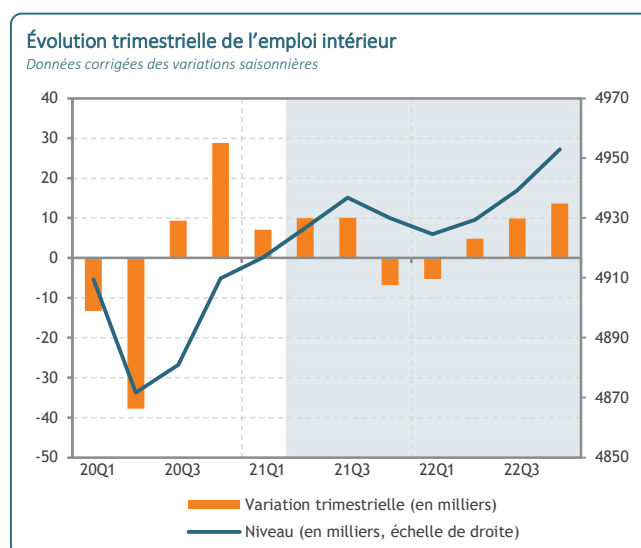
Les investissements des entreprises ont également enregistré une forte baisse en 2020 (-7,8 %), moindre toutefois que celle initialement attendue. La perte d'activité économique semble relativement vite avoir été perçue comme un phénomène temporaire par les chefs d'entreprise, ce qui s'est traduit par un net rétablissement de leur confiance au second semestre. En 2021, les

investissements des entreprises devraient connaître un important rebond, avec une croissance en volume de 8,7 %, compte tenu des perspectives de demande favorables et d'une amélioration significative de la rentabilité. En 2022, ils devraient encore augmenter de 2,1 %.

Les investissements publics devraient enregistrer une forte hausse de leur volume en 2021 (17,4 %) – sous l'impulsion du pouvoir fédéral et des Communautés et Régions – avant de se stabiliser en 2022. Quant à la consommation publique, elle devrait augmenter de 5,5 % en termes réels en 2021, en raison d'une forte hausse du budget des soins de santé et des coûts de la vaccination, mais devrait se replier de 0,7 % en 2022.

L'emploi s'est stabilisé l'an dernier et devrait progresser de 44 000 personnes au cours de la période 2021-2022

L'éclatement de la crise du coronavirus a immédiatement provoqué de nombreuses pertes d'emplois, touchant surtout des contrats de travail de courte durée (travail intérimaire, travail étudiant et contrats à durée déterminée dans l'HoReCa). Ces pertes ont partiellement été récupérées au cours du second semestre de 2020. Compte tenu d'un niveau de départ particulièrement favorable, l'emploi, mesuré en moyenne annuelle, s'est dès lors maintenu l'an dernier au même niveau qu'en 2019.



Au cours du premier semestre de cette année, le mouvement de rattrapage de l'emploi à durée déterminée se poursuit, tandis que l'emploi régulier reste encore largement protégé par les mesures de soutien (chômage temporaire pour les salariés, droit passerelle pour les indépendants). La suppression progressive de ces aides



devrait s'accompagner, à l'automne, de fermetures et restructurations d'entreprises ainsi que de pertes d'emplois fixes. Ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre de 2022 que la croissance de l'emploi devrait progressivement se redresser. Par conséquent, en moyenne annuelle, l'emploi devrait progresser plus nettement cette année (+34 600 personnes) que l'année prochaine (+8 900 personnes).

Le choc subi par le chômage juste après le déclenchement de la pandémie a été quelque peu atténué par un ralentissement temporaire de la croissance de la population active (en raison, notamment, d'une diminution de l'immigration nette et d'une baisse des taux d'activité dans les classes d'âge plus jeunes). En outre, l'emploi est reparti à la hausse plus tard dans l'année, si bien que l'augmentation du nombre de chômeurs s'est limitée à 10 600 en 2020. Depuis lors, le chômage a retrouvé son niveau d'avant-crise. Après l'été, cependant, lorsque la croissance de la population active sera à nouveau plus soutenue, la contraction de l'emploi, résultant de la réduction des mesures de soutien, devrait se solder par une hausse des chiffres de chômage. Ce n'est qu'au second semestre de 2022 que le chômage devrait à nouveau diminuer. En moyenne annuelle, le nombre de chômeurs devrait dès lors diminuer de 17 500 en 2021 mais augmenter de 14 600 en 2022.

L'inflation s'accélère sous l'effet de la hausse des prix des matières premières et des produits semi-finis

La pandémie a entraîné une baisse des prix de l'énergie, si bien que l'inflation a été faible à partir de mars 2020 et s'est établie à 0,7 % en moyenne l'an dernier. Avec la reprise de

l'activité économique, il est clairement apparu que la crise avait perturbé les chaînes d'approvisionnement internationales. En outre, la demande pour de nombreux biens intermédiaires (comme les semi-conducteurs, par exemple) semble être supérieure à la capacité de production mondiale. En raison de cette rareté, les prix des matières premières et des produits semi-finis sont actuellement à un niveau élevé. Nous partons de l'hypothèse que cette situation va encore perdurer quelque temps, sans toutefois donner lieu à des dérapages.

Si des tensions sur les prix sont perceptibles dans l'industrie, le consommateur a jusqu'à présent été assez épargné. Certes, sa facture d'énergie a augmenté mais l'inflation sous-jacente est, pour le moment, restée limitée. À partir de la mi-2021, toutefois, l'inflation sous-jacente devrait s'accélérer, à mesure que les entreprises répercutent la hausse de leurs coûts sur les prix à la consommation.

L'augmentation des prix à la consommation devrait s'accélérer, passant, à un an d'intervalle, de 1,5 % en mai 2021 à 2,4 % au début de 2022, sous l'effet combiné de la hausse de l'inflation sous-jacente et de la nette augmentation des prix de l'énergie. Dans le courant de l'année prochaine, la diminution, à un an d'intervalle, des prix de l'énergie devrait atténuer l'augmentation des prix à la consommation. Au total, l'inflation devrait s'établir à 1,5 % en moyenne cette année et, en raison d'un point de départ élevé, encore s'accélérer quelque peu l'année prochaine pour atteindre, en moyenne, 1,7 %. L'indice santé devrait augmenter de, respectivement, 1,1 % et 1,8 %. L'indice pivot actuel (qui s'élève à 109,34) serait dépassé en octobre 2021. L'indice pivot suivant ne serait pas dépassé en 2022.



Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume – sauf indication contraire

	2019	2020	2021	2022
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,5	-8,7	4,5	6,4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1,7	0,6	5,5	-0,7
Formation brute de capital fixe	3,4	-6,8	10,0	1,2
Dépenses nationales totales	1,5	-6,0	5,1	3,3
Exportations de biens et services	1,0	-4,6	5,7	5,9
Importations de biens et services	0,8	-4,3	5,1	6,4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,2	-0,3	0,5	-0,4
Produit intérieur brut	1,7	-6,3	5,5	2,9
Indice national des prix à la consommation	1,4	0,7	1,5	1,7
Indice santé	1,5	1,0	1,1	1,8
Revenu disponible réel des particuliers	3,1	1,4	1,7	0,6
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13,0	21,8	19,6	14,9
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	75,6	-0,7	34,6	8,9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	5,4	5,6	5,6	5,8
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0,3	-0,1	-0,4	-0,7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	112,0	114,1	121,8	123,5
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,2	-0,1	0,1	0,3

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, +32.2.507.74.22, LDO@plan.be; Filip Vanhorebeek, +32.2.507.74.12, FVH@plan.be